

EN DEFENSA DE LA HUMANIDAD

Rome, octobre 2006

SAMIR AMIN

LA DEFENSE DE L'HUMANITE EXIGE LA RADICALISATION DES LUTTES POPULAIRES

I. Le capitalisme, un système obsolète devenu l'ennemi de l'humanité

Le capitalisme, comme tous les systèmes sociaux historiques, a rempli, dans sa phase ascendante, des fonctions progressistes (en comparaison de celles des régimes qui l'ont précédé dans l'histoire) : il a libéré l'individu de bien des carcans dans lesquels l'enserraient les systèmes antérieurs, il a développé les forces productives à une échelle sans précédent, il a fondu des communautés multiples dans les nations que nous connaissons, il a jeté les bases de la démocratie moderne. Toutes ces réalisations étaient néanmoins marquées et limitées par sa nature de classe : l'individu « libre » n'est guère en pratique que « l'homme bourgeois aisé », tandis que la patriarcat persistant a maintenu la moitié féminine de l'humanité dans des positions subalternes ; les bénéfices de la démocratie lui sont réservés ; l'exploitation de la nature a été associée à la rationalité d'un calcul financier toujours dominé par le court terme, entraînant des menaces graves pour le plus long terme ; les droits des nations ont été réservés à celles des centres dominants tandis que ceux des périphéries dominées et colonisées ont été systématiquement niés. Au fur et à mesure des « succès » de son expansion mondialisée les limites du capitalisme ont pris des dimensions grandissantes, aujourd'hui dramatiques.

Le capitalisme mondialisé contemporain n'offre plus un cadre adéquat pour la poursuite de l'émancipation des êtres humains, individuellement et collectivement. Le capitalisme n'est plus seulement un système fondé sur l'exploitation des travailleurs (et singulièrement des classes ouvrières) ; il est devenu l'ennemi de l'humanité entière.

L'impérialisme moderne n'a rien à offrir aux grandes majorités des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (75 % de la population de la planète) ; ici la poursuite de son développement, bénéficiaire peut être, dans certaines conditions, pour une minorité de privilégiés, exige en contrepartie la paupérisation massive des autres (en particulier des sociétés paysannes qui rassemblent près de la moitié de l'humanité), envisage même parfois pour beaucoup d'entre eux des pratiques qui prennent le caractère de génocide. La poursuite de la domination du capital sur l'ensemble de ces périphéries, dont les peuples sont en révolte potentielle permanente de ce fait (la « zone des tempêtes », aujourd'hui dans le jargon criminel des maîtres du système les Etats prétendus « voyous » et les repaires de « terroristes ») exige la militarisation de la mondialisation. Celle-ci élimine des perspectives du possible pour ces peuples une démocratisation authentique associée au progrès social.

Dans les centres opulents du système le capitalisme n'a plus grande chose à offrir à ses peuples qu'une consommation aliénante et destructrice de l'individu, des rapports de fraternité humaine, de l'émancipation réelle des femmes, de la portée libératrice de la pratique démocratique. Encore doit-on préciser que ces « avantages » sont distribués d'une manière de plus en plus inégale. Aux formes anciennes des pratiques des « bourgeoisies entreprenantes » le capitalisme moderne a substitué celles de la dictature de ploutocraties. La manipulation

permanente des peuples en question (entre autre pour les dresser contre les victimes majeures du système – les peuples des périphéries – au nom d’une prétendue « guerre des civilisations ») est soutenue par le monopole que les ploutocraties en question exercent sur les médias, réduisant la démocratie à des pratiques vides de sens et de portée, et par là même détruisant sa légitimité.

A l’échelle globale l’accumulation commandée par la logique exclusive du profit du capital implique la destruction accélérée des bases naturelles de la reproduction de la vie sur la planète ; l’épuisement des ressources non renouvelables (le pétrole en particulier), la destruction irréversible de la diversité biologique, des destructions écologiques gigantesques qui menacent peut-être même à terme la vie sur la planète. Encore doit-on préciser ici que ces destructions impliquent un accès de plus en plus inégal aux « bénéfiques » qu’elles procurent à court terme aux privilégiés. Lorsque le Président G. W. Bush déclare que « le mode de vie américain n’est pas négociable », il entend par là exclure de la perspective d’un « rattrapage » quelconque tous les peuples des trois continents, pour réserver aux seules nations impérialistes (les Etats Unis en premier, mais derrière eux les Européens et les Japonais) l’accès exclusif au gaspillage des ressources de la Planète entière.

L’ouverture forcée de nouveaux champs d’expansion de la domination des ploutocraties en place – la privatisation des services publics (éducation, santé) et des productions répondant à des besoins essentiels (eau, électricité, logement, transports) – se solde toujours par l’aggravation des inégalités et la destruction des droits sociaux fondamentaux des classes populaires.

La logique exclusive de la rationalité à court terme du calcul de rentabilité financière invite à l’explosion de développements criminels ou potentiellement tels (en particulier par les moyens de la biogénétique).

Le capitalisme est devenu l’ennemi de l’humanité toute entière. Il doit être considéré de ce fait comme un système « obsolète ». J’oserais dire « sénile », en dépit des succès apparents de son expansion en cours. La défense de l’humanité impose qu’on s’engage dans des voies fondées sur des principes fondamentaux autres que ceux qui commandent l’accumulation et la reproduction capitaliste/impérialiste mondialisée.

II. La radicalisation nécessaire des luttes populaires

Les agressions du capital oligopolistique mondialisé contrôlé par les ploutocraties financières se heurtent, bien entendu, à des résistances grandissantes des peuples de la Planète entière, à des ripostes qui amorcent la possibilité de contre offensives. On doit cependant observer que jusqu’à présent ces résistances et ripostes demeurent émiettées. Dans les pays opulents du capitalisme central ces résistances se situent encore largement sur les terrains de la défense des acquis, rognés chaque jour par le déploiement des politiques libérales. Dans certaines sociétés des périphéries les ripostes se cristallisent autour de projets culturalistes passéistes, qui, par définition, ne sont pas capables de répondre aux défis du XXI^e siècle. La majorité des mouvements en lutte effective contre le pouvoir nouveau des ploutocraties ne remettent pas en question les principes fondamentaux du capitalisme, qui sont pourtant à l’origine des tragédies sociales dont sont victimes leurs audiences populaires. Ces mouvements s’attaquent aux conséquences du système, sans suffisamment se préoccuper des mécanismes qui sont à leur origine . Telle est la raison pour lesquelles les luttes ne sont pas encore parvenues à retourner

les rapports des forces en faveur des classes populaires, quand bien même auraient-elles remporté ici ou là des victoires non négligeables.

La radicalisation des luttes – que j’entends comme leur prise de conscience du caractère obsolète du capitalisme – conditionne leur capacité de produire des alternatives positives. Elle est nécessaire et possible.

En dépit de la diversité extrême des conditions objectives de l’insertion des classes populaires et de leurs nations dans le système capitaliste/impérialiste contemporain, tous les peuples du monde aspirent au progrès social, à une démocratisation authentique et à la paix. Etre radical aujourd’hui, c’est associer et non dissocier les différentes dimensions du défi, c’est à dire :

(i) Associer la démocratisation dans la gestion de tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, familiale, dans l’entreprise, l’école, le quartier et la nation au progrès social au bénéfice de tous, en commençant par les plus démunis. Une démocratisation authentique est inséparable du progrès social (je renvoie ici à mon article portant ce titre). Les défenses des droits de l’homme, des droits du travail, de « l’égalité des chances » comme on dit, de celle des hommes et des femmes ici et là, si légitimes soient-elles (et elles le sont), ne suffisent pas ; il faut les dépasser en les inscrivant dans un projet global amorçant la longue transition au socialisme. La diversité des visions de l’avenir, non seulement respectable pour elle même mais encore enrichissante, ne doit pas constituer un obstacle insurmontable à la construction de l’unité des classes populaires et de l’internationalisme des peuples.

(ii) Respecter l’indépendance et la souveraineté des Etats, des nations et des peuples et construire sur cette base un système international polycentrique. C’est la condition même pour réduire significativement les conflits d’intérêts que l’inégalité dans le développement capitaliste produit, pour substituer aux rapports de force brutaux l’obligation de la négociation, pour éliminer la guerre permanente du Nord contre le Sud qui caractérise notre époque. Cela implique certainement la construction de « fronts unis » - le renouvellement de celui des Non Alignés et de la Tricontinentale en particulier – autour d’objectifs communs, d’entreprendre dans cette perspective la substitution aux institutions en place au service du capital financier mondialisé – l’OMC, le FMI, la Banque mondiale, l’OTAN, l’Union Européenne telle qu’elle est, les projets régionaux tels que la Zone de libre échange des Amériques, ceux qui concernent les rapports entre l’Union Européenne et les pays d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – d’autres institutions de gestion de la mondialisation. Des pas en avant ont été amorcés allant dans ce sens (en particulier en Amérique latine avec le projet de l’ALBA et, sous réserve, le Mercosur, en Asie avec le groupe de Shanghai). Mais on est encore loin d’être parvenu à mettre en déroute les institutions en place même si celles-ci ont déjà perdu leur légitimité aux yeux des peuples. Malheureusement encore beaucoup de militant des mouvements en lutte, notamment dans les pays opulents du centre impérialiste (la « triade » constituée par les Etats Unis et le Canada – il faudrait ajouter l’Australie – l’Europe occidentale et centrale, le Japon) refusent l’idée de défense des nations, assimilée rapidement au chauvinisme agressif. A mon avis ceux-ci entrent, qu’ils le veuillent ou pas, dans le jeu du capitalisme impérialiste mondialisé.

La radicalisation, entendue comme je viens d’en identifier les éléments constitutifs, est synonyme de politisation des luttes et d’affirmation de l’alternative socialiste. Entendant par politisation la prise de conscience qu’il n’est pas de mouvement social qui puisse revendiquer un caractère « a politique », même si celui-ci peut paraître légitime en réponse aux logiques de récupération déployées par beaucoup des forces politiques en place et notamment des partis tels qu’ils sont, même si le rejet de l’auto qualification « d’avant gardes » derrière laquelle se réfugient beaucoup de ces partis, grands ou minuscules, est parfaitement légitime.

Dans l'immédiat la radicalisation passe par la priorité qu'il faut donner à la mise en déroute du projet de contrôle militaire de la planète, au service de la mondialisation ploutocratique.

III. Face à l'agression impérialiste, la mobilisation armée des peuples du Sud est incontournable.

La période actuelle est celle d'un déploiement impérialiste renouvelé, associant les partenaires de la triade mentionnés plus haut. Cette association, qui me fait qualifier l'impérialisme d'être désormais « collectif » (par opposition aux impérialismes du passé, engagés en permanence dans le conflit entre eux), impliquerait – selon la classe dirigeante des Etats Unis – l'alignement inconditionnel de leurs partenaires subalternisés. Les Européens souhaiteraient peut-être, sans remettre en question le leadership de Washington, participer davantage à l'élaboration d'une stratégie commune et en partager moins inégalement les bénéfices. Dans tous les cas ce déploiement impérialiste constitue une nouvelle « guerre de cent ans » du Nord contre le Sud, qui fait suite à l'agression permanente depuis 1492.

La vision du monde des ploutocraties mondialisées est présentée dans les termes insipides de « mondialisation », comme si celle-ci ne pouvait revêtir d'autre forme que celle qui est la sienne à l'heure actuelle. En réalité, la violence des contradictions qui opposent les intérêts des peuples et des nations des périphéries du système à ceux des segments dominants du capital mondialisé est devenue telle – à notre époque – que la mondialisation en question doit être militarisée, garantie par le contrôle militaire de la planète comme le proclament les dirigeants de Washington.

Le projet des Etats Unis, soutenu par leurs alliés subalternes européens (et israéliens pour la région concernée du Moyen Orient) est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète. Le « Moyen orient » a été choisi dans cette perspective, comme région de « première frappe », pour quatre raisons : (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la Planète et son contrôle direct par les forces armées des Etats Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre le Chine, l'Inde et la Russie ; (iii) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile au moins dans l'immédiat ; (iv) les Etats Unis disposent dans la région d'un allié inconditionnel, Israël, qui possède des armes nucléaires.

Le projet étatsunien vise exclusivement à placer l'ensemble de la région sous le contrôle militaire de Washington (déguisé en exportation de la « démocratie » !) et à y faire régner un ordre néo-libéral à son profit exclusif. Washington a également repris à son compte les fantasmes du sionisme ; l'éclatement de la région en micro Etats basés sur l'ethnie ou la confession religieuse, l'exercice par Israël d'une sorte de « protectorat » sur ces Etats, dans le sillage de celui des Etats Unis.

La mise en œuvre du projet est avancée : la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan sont occupés et détruits, la Syrie et l'Iran ouvertement menacés après le Liban. Mais la faillite du projet n'est pas moins visible ; la résistance des peuples ne faiblit pas, le peuple libanais donne une leçon d'unité dans la défense de ses combattants, démentant par là même les attentes de Tel Aviv, de Washington, des Européens. La résistance libanaise a donné, avec des moyens

rudimentaires, du fil à retordre aux armées ennemis sur équipées grace au pont aérien établi à partir de la base des Etats Unis de Diego Garcia (d'où l'utilité de ces bases dans le projet mondial criminel de Washington). La résistance populaire armée du Sud Liban ayant démontré son efficacité, tous les efforts des Etats Unis et de l'Europe visent désormais à imposer son désarmement, pour permettre à la prochaine agression d'Israël d'obtenir une victoire facile. Il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais de défendre le droit imprescriptible des peuples à préparer leur résistance armée face à l'agresseur impérialiste et à ses agents régionaux.

Le projet ne menace pas de mort seulement la région du « grand moyen orient ». Le déploiement de plus de 600 bases militaires étatsuniennes réparties sur la planète entière est destinée à asseoir la domination de Washington sur le monde entier, y compris sur ses associés subalternés de la triade, contraints – faute de moyens militaires et politiques comparables – à s'aligner sur l'hégémonisme unilatéral des Etats Unis, seul moyen pour eux de participer aux bénéfices du pillage de la planète au profit du nouvel impérialiste collectif.

Dans cette perspective également les Etats Unis et leurs associés ont développé une nouvelle doctrine militaire, destinée à leur rendre une « supériorité absolue » sur tous leurs adversaires – les peuples et les Nations du Sud. Sans doute cette supériorité n'est-elle pas chose nouvelle. Produite par le caractère inégal inhérent au développement du capitalisme, elle a permis depuis 1492 au « Nord » de s'imposer contre le « Sud », fusse au prix de longues guerres de conquête coloniale (sans compter les guerres entre les puissances impérialistes du Nord). Cette supériorité absolue avait été remise en question pour un temps par la puissance militaire soviétique comme par l'affirmation politique et militaire des pays de l'Asie libérée (la Chine, le Viet Nam) et de quelques autres (Cuba certainement). La conjoncture politique nouvelle et les déséquilibres qui la caractérisent ont permis aux classes dominantes de l'impérialisme collectif d'imaginer un modèle nouveau de « guerre » qui n'impliquerait plus l'occupation du terrain avec les difficultés et les aléas qu'elle comporte.

La « guerre » nouvelle est réduite au bombardement aérien massif (auquel les victimes ne peuvent riposter par quelque chose d'analogue), à la destruction de toutes les infrastructures et des moyens de survie des victimes. Cette forme de « guerre », qui n'exclut pas le recours éventuel aux armes nucléaires – « si nécessaire » comme le proclame G. W. Bush – et à toutes les autres armes de destruction massive (fussent-elles dit-on « interdites ») : mines anti personnel, bombes à fragmentation, bombes à sous munition, toutes utilisées par Israël, armes chimiques et bactériologiques. Le but de cette forme de guerre est tout simplement de terroriser des peuples entiers, voire, en cas de résistance (qualifiée de « suicidaire » par les nouveaux experts militaires du Pentagone), de procéder à leur éradication (le génocide). Daniel Ellsberg nous fait savoir, par la publication des documents du Pentagone, que le génocide en question envisageait d'éliminer jusqu'à 600 millions d'êtres humains (100 holocaustes écrit Ellsberg) dans une série infinie de « guerres préventives ». Les Etats Unis sont l'Etat terroriste, l'Etat voyou par excellence. Les discours sur le droit international, le droit humanitaire, la démocratie n'ont guère de sens, face à ces réalités. Il faut se défendre, préparer sa défense, contraindre les ploutocraties dirigeantes du système à reculer, à renoncer à leur projet. On pourra alors reparler du droit dans des conditions qui en permettront l'épanouissement.

La nouvelle technologie de guerre présenterait un second avantage : celui de la « guerre zéro morts » (pour les agresseurs bien entendu). Cette « exigence » répond à une évolution marquée dans les sociétés du Nord qui n'accepteraient plus les boucheries des guerres

d'antan. La doctrine du « zéro morts » serait, selon ses promoteurs, capable de faire accepter aux peuples en question le génocide des autres. Cela semble être malheureusement peut-être vrai pour ce qui concerne le peuple des Etats Unis, dans l'état actuel des choses. Pour ce qui est des peuples de l'Europe les pouvoirs ont opté plutôt, jusqu'à présent, pour le silence à l'endroit de la question.

Les peuples du Sud ne peuvent faire face au défi qu'en se préparant – militairement s'entend – à la confrontation. « Désarmez, nous allons vous attaquer » proclament les médias au service de l'impérialisme. A cette invitation dont la curiosité n'a d'équivalent que son caractère ignoble, les peuples et les Etats du Sud n'ont qu'une seule réponse possible : développer leurs capacités militaires au niveau requis et dans les formes adéquates pour dissuader l'adversaire.

Le XXe siècle avait vu se constituer le déploiement des mouvements de la libération nationale des peuples de la périphérie. Beaucoup de ces mouvements populaires ont été contraints de répondre par les armes aux interventions violentes de l'impérialisme. Ils l'ont fait victorieusement, et élaboré une théorie et une stratégie militaire adéquates dont l'armée populaire chinoise et celles des guérillas du Vietnam, d'Algérie, de Cuba et des colonies portugaises ont fourni les modèles. Leur efficacité reposait sur le principe double d'une large mobilisation populaire (impliquant la politisation des forces armées et leur participation aux transformations sociales progressistes à l'ordre du jour) et de l'acquisition de matériels et de techniques de combat adéquats. Les écrits militaires des bolcheviks, de Mao Zedong et d'Amilcar Cabral ont formalisé cette théorie du « poisson dans l'eau », rendue possible du fait que l'adversaire se battait sur le terrain des sociétés de la périphérie en révolution.

Dans le tiers monde capitaliste les luttes de libération nationale ont abouti à la construction de pouvoirs bourgeois locaux de natures diverses, allant de la soumission néo-coloniale à la tentative bourgeoise nationale radicale d'imposer une « révision de l'ordre international » moins défavorable. La doctrine militaire des Etats du tiers monde découle de leur caractère social et politique, autrement dit de l'illusion bourgeoise nationale du projet dont ils sont porteurs. Dans ce cadre les forces armées ont été conçues, en premier lieu, comme des forces de police intérieure. Cela étant les régimes radicaux issus du mouvement de libération nationale avaient amorcé un dépassement de cette conception mais néanmoins restaient prisonniers du caractère bourgeois de la classe dirigeante, qui ne peut pas tolérer la substitution du « peuple armé » au concept d'armée conventionnelle. Par ailleurs la vision du jeu diplomatique destiné à soutenir la nation dans son conflit avec l'impérialisme reposait sur l'alliance soviétique, appelée à fournir les armements modernes et à faire peser la menace d'une intervention plus soutenue en cas de besoin. Mais simultanément ces régimes n'ont jamais conçu de conflit avec l'impérialisme autre que conjoncturel. C'est pourquoi dans le monde arabe, ils pensaient pouvoir parvenir à « séparer » l'ennemi direct (Israël) de ses alliés américains et européens : ils ne renonçaient pas à tenir deux fers au chaud au plan diplomatique, l'alliance soviétique pouvant être modulée (voire même abandonnée) au cas où les Occidentaux feraient des pas sérieux dans le sens d'une reconnaissance de leurs droits. On sait comment les régimes radicaux sont tombés dans ce piège et, avant même la disparition de l'URSS, ont amorcé eux-mêmes un rapprochement avec les Etats Unis et l'Europe, sans être payés en retour. Au contraire l'adversaire a profité de l'occasion pour renverser les régimes nationalistes ou mettre un terme aux tendances radicales, et soumettre les pays en question aux exigences de la compradorisation.

Aujourd'hui, dans le cadre du projet des Etats Unis et de l'impérialisme collectif, des forces d'intervention rapide ont été mises en place pour éviter à l'agresseur d'être contraint de s'enliser dans des guerres sans fin. Leur logique procède donc nécessairement de celle de la guerre préventive décidée « avant qu'il ne soit trop tard, c'est à dire avant que des forces politiques et sociales nationales populaires ne soient parvenues à conquérir le pouvoir. Les objectifs de l'intervention rapide sont donc de renverser un pouvoir jugé inapte à faire barrage à un mouvement populaire radical, ou un pouvoir contraint, par faiblesse ou démagogie, de remettre en question le statut quo impérialiste. Cette stratégie implique que la relève du pouvoir renversé soit parfaitement maîtrisée, c'est à dire qu'un nouveau gouvernement puisse être mis en place au cours de l'opération même. Les moyens militaires doivent permettre de frapper dur dans un temps court : détruire la capacité d'organiser la résistance. Mais elle doit être également « peu coûteuse » pour les agresseurs et ne se solder, pour eux, que par un nombre insignifiant de cadavres laissés sur le terrain.

En contrepoint, la création d'une force de dissuasion au service des peuples du tiers monde n'est pas une question de pure technique militaire et d'armement, mais d'abord une question politique. De ce fait la création de cette force doit nécessairement marcher sur deux jambes : disposer d'une armée populaire (l'idéal du « peuple armé »), disposer de moyens militaires modernes efficaces.

L'objectif politique de l'intervention rapide étant de renverser un régime, il est essentiel de rendre cet objectif impossible (ou extrêmement difficile pour le moins). Un pouvoir local dictatorial, accepté par passivité, restera toujours vulnérable, même si pour une raison ou une autre il devenait la cible des Occidentaux. Un pouvoir national populaire réel, appuyé par une armée populaire à son image, réduit considérablement la vulnérabilité inhérente au statut de pays « sous développé ». L'intervention rapide devient alors inefficace au sens que l'ordre impérialiste ne peut être rétabli que par l'occupation militaire du pays, contraignant l'adversaire à se battre sur son terrain. L'impérialisme n'a guère plus alors que cette option, ou celle, alternative, du génocide par bombardement massif (voire atomique), qui exigerait une véritable fascisation des sociétés occidentales.

Les évolutions récentes au Moyen Orient envahi par les armées des Etats Unis et de leurs fidèles alliés (Israël en particulier, quelques pays européens) illustrent bien les considérations développées, ici : la victoire « facile » dans un premier temps dans l'invasion de l'Irak, l'échec politique du projet de Washington et la montée des résistances dans ce pays (en dépit des insuffisances qui les caractérisent), l'échec de l'armée israélienne tenue en respect par la résistance populaire au Sud Liban. Je renvoie ici le lecteur aux développements sur ces questions que j'ai proposés ailleurs (Cf. « *Mettre en déroute le projet des Etats Unis, d'Israël et de leurs alliés dans les pays de la ligne de front au Moyen orient* »).

Cependant on ne peut se satisfaire de la riposte éventuelle à l'agression par la seule résistance populaire armée. Il est nécessaire de compléter la puissance dissuasive potentielle de celle-ci par un complément d'armement moderne « anti forces d'intervention rapides » efficace. La dissuasion exige que le pays du tiers monde dispose, en dépit des destructions massives qu'il subit par la première frappe, d'une capacité de riposte non négligeable en seconde frappe, infligeant alors aux forces d'intervention rapide ou à des cibles situées dans le camp ennemi des pertes sérieuses. Du coup l'intervention rapide apparaît comme une aventure incertaine.

Le missile mobile donne la clef de la réponse à la question des moyens de dissuasions nécessaires puisque la probabilité qu'il échappe à la destruction par première frappe est

grande et que sa capacité d'atteindre des cibles ennemies en frappe de riposte ne l'est pas moins.

La question de la « prolifération des armements nucléaires » et plus particulièrement la menace que les impérialistes font peser sur l'Iran accusée de développer une capacité nucléaire « dangereuse » trouvent leur place ici.

Il n'entre pas dans notre intention de développer ici les analyses que la « révolution islamique » appelle. Du point de vue de ce qui nous intéresse ici je ferai seulement deux observations. La première est que le régime de l'Islam politique en Iran n'est pas par nature incompatible avec l'intégration du pays dans le système capitaliste mondialisé tel qu'il est. La seconde est que la Nation iranienne en tant que telle est une « nation forte » c'est à dire dont les composantes majeures sinon toutes – classes populaires et classes dirigeantes – n'acceptent pas l'intégration de leur pays en position dominée dans le système mondialisé. Il y a bien entendu contradiction entre ces deux dimensions de la réalité iranienne, et la seconde rend compte de celles des orientations de la politique extérieure de Téhéran qui témoigne d'une volonté de résister aux diktats étrangers.

Toujours est-il que c'est le nationalisme iranien – puissant et, à mon avis, historiquement tout à fait positif – qui explique le succès de la « modernisation » des capacités scientifiques, industrielles, technologiques et militaires, entreprise par les régimes successifs du Shah et du Khoménisme. L'Iran est l'un des rares Etats du Sud (avec la Chine, l'Inde, la Corée, le Brésil et peut être quelques autres mais pas beaucoup !) à avoir un projet « bourgeois national ». Que la réalisation de ce projet soit, à long terme, possible ou qu'il ne le soit pas (et c'est mon avis) n'est pas l'objet de notre discussion ici. Aujourd'hui ce projet existe, il est en place.

C'est précisément parce que l'Iran constitue une masse critique capable de tenter de s'imposer comme partenaire respecté que les Etats Unis ont décidé de détruire le pays par une nouvelle « guerre préventive ». Le « conflit » se situe comme on le sait sur le terrain des capacités nucléaires que l'Iran développe. Pourquoi ce pays – comme tous les autres – n'en aurait-il pas le droit, jusques et y compris de devenir une puissance militaire nucléaire ? De quel droit les puissances impérialistes, et leur jouet israélien, peuvent-ils se targuer pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations « démocratiques » n'en feront jamais usage comme pourraient le faire les « Etats voyous » ? Quand on sait que les nations « démocratiques » en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs, et que les Etats Unis ont déjà employé l'arme atomique et refusent aujourd'hui l'interdiction absolue et générale de son usage ? Malheureusement les Européens sont désormais également alignés sur le projet de Washington d'agression contre l'Iran.

Le traité de « non prolifération » est par lui même inacceptable, même si – sous la contrainte – beaucoup d'Etats du Sud y ont souscrit. La dénucléarisation – hautement souhaitable – doit s'appliquer à tous, en commençant par les pays suréquipés, Etats Unis en premier, comme elle doit s'appliquer à Israël (non signataire du traité). A défaut la prolifération loin d'accroître les risques contribuera à les réduire comme certains experts militaires français le disent ouvertement.

Les Etats et les peuples des trois continents sont confrontés au même défi que le capitalisme impérialiste a toujours représenté pour eux. Mais la conjoncture qui caractérise notre période

est peu favorable au développement rapide de leur capacité de répondre à l'agression, les bourgeoisies compradore étant dans l'ensemble celles qui y monopolisent le pouvoir.

Dans ces conditions la priorité immédiate doit être donnée à l'organisation de la défense populaire armée, dont l'efficacité a été démontrée au Sud Liban. Défendre le droit absolu des organisations populaires dans ces conditions devient une responsabilité majeure de tous. En l'occurrence l'idée même du « désarmement de Hizbollah » est inacceptable. Sans doute parallèlement le développement des luttes populaires doit se donner l'objectif de chasser du pouvoir les classes dirigeantes locales compradore ou, tout au moins, de les contraindre à cohabiter avec l'organisation des forces populaires.

L'évolution générale témoigne de la maturation des conditions qui permettront une nouvelle vague de libération. La révolution bolivarienne en cours dans le Venezuela de Chavés en constitue l'une des avants gardes possibles. Avec les victoires remportées par d'autres peuples d'Amérique latine, ce n'est plus Cuba qui est isolée sur le continent, mais Washington. En Asie et en Afrique l'opinion est désormais dressée unanimement contre les Etats Unis et leurs alliés de la triade. On observe également des signes prometteurs de la reconstruction d'un front du Sud dans les débats aux Nations Unies et à l'OMC. Les conditions se constituent qui permettront entre autre le développement nécessaire des capacités militaires de dissuasion. Il reste bien entendu que les rapports qui régiront les relations entre les gouvernements qui assureront la relève de ceux qui sont en place et leurs peuples demeureront soumis aux contradictions qui opposeront les projets de ces gouvernements- probablement de nature « nationale » stricte, sans plus, au mieux- et les intérêts des classes populaires. Mais ici encore la radicalisation des luttes est le seul moyen de faire progresser les chances d'évolution en direction de la formation de pouvoirs nationaux, populaires et démocratiques.

L'importance que j'ai donnée à la dimension militaire du défi s'impose. Car la région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.

IV. Arguments et limites des options modérées

La radicalisation des luttes n'est pas l'option de nombreux mouvements sociaux comme on dit aujourd'hui. Les arguments avancés pour justifier l'adoption de positions modérées sont nombreux. En général on invoque à cet effet le réalisme nécessaire et le souci de ne pas s'isoler dans une chapelle d'extrême gauche. D'autant que les petites minorités radicales risquent d'être fortement tentées, une fois de plus, de s'auto proclamer « avant gardes », de refuser systématiquement la critique des autres, de fermer les yeux devant les transformations rapides qui affectent les sociétés contemporaines.

Ces arguments sont sérieux, et il faut les prendre comme tels. Au delà des questions importantes réelles qu'ils soulèvent et auxquels il faut répondre, ils masquent également souvent des analyses de la conjoncture, des prises de position et à partir d'elles des options stratégiques qui ne doivent pas moins être soumis à la critique.

La page de la première vague historique d'expériences conduites au nom du socialisme ayant été tournée, pour beaucoup le capitalisme apparaît comme l'horizon indépassable de notre temps, et sa qualification de sénile, alors que toutes les apparences de son succès (« la fin de l'histoire ») occupent le devant de la scène, pourrait même faire sourire. Dans ces conditions les mouvements populaires seraient contraints de s'inscrire dans des logiques capitalistes, devraient donner à leurs luttes des objectifs modestes, faire reculer le « néo-libéralisme » certes, mais pour promouvoir seulement l'alternative d'une gestion d'un « capitalisme à visage humain ».

L'analyse que j'ai proposée interdit de telles conclusions. Car la violence redoublée dans les rapports de domination du capital qui caractérise notre époque n'est pas le produit d'extravagances du néo-libéralisme extrême, mais répond aux exigences de la reproduction du capital dans les conditions contemporaines. J'en avais conclu que le capitalisme est un système obsolète, non pas au sens qu'il va disparaître de lui-même de sa belle mort « naturelle » (comme l'invite à le penser Negri) mais au sens que sa reproduction exigera désormais l'exercice d'une violence croissante. On est donc parvenu au stade où les peuples doivent s'en débarrasser, menacés comme ils le sont, à défaut, de voir l'humanité condamnée à la barbarie.

Cette analyse n'exclut pas que les classes populaires proposent des objectifs immédiats à leurs luttes, modestes sans doute, mais nécessaires pour reconquérir la confiance dans leur pouvoir. Mais il faut savoir, à mon avis, que ces victoires éventuelles resteront vulnérables et fragiles tant qu'elles ne s'inscriront pas dans un mouvement qui, en gagnant progressivement en puissance, s'assigne l'objectif de sortir du capitalisme.

Beaucoup des militants de notre époque – surtout dans les centres du système impérialiste mondial – ne croient plus que les luttes puissent s'inscrire dans le système des nations qui auraient, selon eux, perdu leur pertinence du fait de l'approfondissement de la mondialisation. Et comme nation et Etat sont largement indissociables, ils développent des stratégies qui ignorent délibérément la question du pouvoir d'Etat pour lui substituer le combat dans la « société civile ». La priorité absolue donnée souvent par les Européens à l'objectif de « sauver l'Europe », comme si « l'Europe » en question pouvait être autre que ce qu'elle est – ce qui n'est pas à l'ordre du jour du possible dans l'horizon visible – trouve son fondement dans le rejet de la pertinence visible de la diversité des réalités nationales. Et comme tout également la vie des partis politiques s'inscrit dans le combat pour le pouvoir d'Etat, ils récusent la pertinence de la « politique des partis ».

Ces jugements me paraissent fondés sur des a priori rapides mélangeant le juste et le faux. La mondialisation n'est pas une donnée première brute, « objective » dans laquelle on ne peut que s'inscrire. La mondialisation réellement existante est une stratégie, celle que promeuvent les pouvoirs des ploutocraties dominantes. On ne peut lui substituer « une autre mondialisation » sans d'abord la détruire, et pour cela on a besoin de restaurer la dignité des nations et la souveraineté des peuples et des Etats. L'individu et la société civile dans laquelle s'inscrit son action ne sont pas déjà devenus les sujets de l'histoire (comme le prétend Negri) ; ils restent intégralement conditionnés par les rapports sociaux propres au capitalisme. Les partis politiques (en règle très générale) inscrivent leur action dans le strict cadre de la reproduction du capitalisme comme s'ils étaient eux-mêmes convaincus de sa pérennité. Les critiques qui leur sont adressées sont donc parfaitement fondées. Mais on ne réduira pas la portée de leur pratique démobilisatrice en les ignorant, mais en inventant de nouvelles formes d'organisation politique des classes populaires. Certes les partis, dans ce cadre, sont

commandés par « la logique d'organisation », tandis que la radicalisation impose qu'on fasse prévaloir une « logique de lutte ». Sauf que la logique d'organisation domine aussi bien dans la majorité des « mouvements de la société civile » que dans les « grands partis ». Et que la logique de lutte ne s'imposera – progressivement – que si les luttes elles mêmes se radicalisent.

La critique nécessaire de notre propre passé – des expériences historiques de la gauche et du socialisme du XXe siècle – donne lieu à des lectures diverses à l'extrême, dont la portée pour la reconstruction des forces porteuses d'un avenir meilleur doit être elle même l'un des objets centraux de nos débats. Il existe certes des nostalgiques de ce passé, qui refusent de regarder en face leur propre défaite et chercher à en comprendre les raisons. Mais ceux-là ne pèsent déjà plus beaucoup et sont condamnés à disparaître. Il y a aussi ceux qui condamnent ce passé à partir d'un point de vue parfaitement a-historique, ne cherchent pas à comprendre pourquoi il a été ce qu'il fut. Se limitant au rappel unilatéral et exclusif de ses procédés peu démocratiques pour le moins qu'on puisse dire, à ses dérives, y compris sauvages ou même criminelles, ils nous proposent une lecture de « l'Empire du mal » qui est presque la copie conforme de celle des néocons des Etats Unis et des médias dominants. Sans doute ceux là n'en tirent pas la même conclusion : que le capitalisme a enfin restauré le règne de « l'Empire du Bien », puisque ces militants (les autonomistes italiens en constituent le modèle le plus extrême) se situent quand même dans le camp en principe anti-capitaliste.

Il reste que la lecture a-historique inspire presque nécessairement des positions ambiguës face au défi réel du capitalisme contemporain. Car il y a toujours une vision de droite et une vision de gauche de l'avenir, associées à une lecture critique de droite et à une lecture critique de gauche du passé. Et si on emploie le terme très général « d'altermondialisme » pour qualifier les visions et les propositions qu'on en déduit, il y a un altermondialisme de droite et un altermondialisme de gauche. Le premier inspire des prises de positions passéistes qu'on retrouve aussi bien dans les sociétés opulentes (un certain « écologisme radical » témoigne de cette réalité, comme l'a montré avec beaucoup de force le livre de Jean Jacob, *L'Antimondialisme, aspects méconnus d'une nébuleuse*, Berg. Int. Ed., Paris 2006, et de nombreuses critiques de 1968 et de ses suites) que dans celles des périphéries aux abois (les fondamentalismes para religieux et para ethniques en donnent la preuve de la réalité). L'altermondialisme de gauche ne peut s'abreuver de telles illusions, il ne peut procéder que du dépassement du passé à travers une lecture critique historique des limites et insuffisances des expériences des gauches contemporaines. Entre la droite et la gauche il y a toujours un centre associant des éléments d'analyse et des propositions contradictoires. Il existe donc un « altermondialisme des bobos ». J'utilise ici un terme particulier du jargon parisien parce qu'il convient parfaitement ; les « bobos » (lire « bourgeois bohèmes ») se recrutent dans les classes moyennes des centres opulents, sont critiques du mode d'existence que propose le capitalisme, parfois un peu nostalgique du passé lointain, mais peu intéressés par les préoccupations réelles des classes populaires, en particulier de celles du Sud.

Les arguments et les analyses que j'ai critiqués ici pèsent lourd et inspirent des attitudes que j'appelle « modérées », ou tout au moins leur donne une place prééminente de fait dans les choix des actions à mener. Ils donnent une légitimité a-critique aux actions « humanitaires », allant souvent jusqu'à la proclamation d'un « droit – voire devoir – d'ingérence », ignorant les objectifs de l'impérialisme (dont ils sous estiment, sinon ignorent, l'existence réelle) qui se profilent derrière ces interventions. Peut-on ignorer que c'est au nom de ce « devoir d'ingérence » que l'OTAN (c'est à dire les Etats Unis et leurs alliés subalternes) a contribué

activement à détruire la Yougoslavie et qu'on s'emploie à donner une légitimité à l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak ?

Le discours antimilitariste procède sans doute d'intentions louables. Mais il devient réactionnaire lorsqu'en son nom on refuse aux peuples menacés le droit de s'armer pour résister aux agressions (réelles) de l'impérialisme contemporain. Des actes de nature « terroriste » existent, c'est un fait indéniable. Leur pratique n'est pas limitée aux actions de certains groupes – Al Qaida en constitue le modèle par excellence – au demeurant douteux, ne serait-ce que parce que leur existence légitime le discours des néocons et de ceux qui les suivent sur le terrain du « combat contre le terrorisme ». Elle est aussi une dérive effective d'autres qui néanmoins sont avant tout des mouvements de résistance et de libération. La confusion entretenue dans ce domaine doit être refusée : le « terrorisme » n'est pas premier, il est conséquence, il est le produit des insuffisances des réponses données à des défis réels auxquels sont confrontés les peuples. Le discours « contre le terrorisme » a été longuement préparé depuis près de trente ans par les think tanks qui l'ont conçu comme une arme politique de l'impérialisme des Etats Unis. Il est maintenant repris sans réflexion sur ses origines ni esprit critique, hélas même par une bonne fraction des gauches dans les pays opulents. Le terme de « terrorisme » - vague à souhait – sert à évacuer le débat sur la violence. Entre autre celle des agressions militaires, de la destruction de villes et de villages par des bombardements massifs impunis, planifiés pour terroriser (le terme convient ici parfaitement) des peuples entiers. La discussion nécessaire à gauche pour savoir comment il faut répondre à ce terrorisme premier, pour identifier les moyens militairement et politiquement efficaces et les distinguer de ceux qui ne le sont pas, ne doit en aucun sens être confondue avec le discours des médias dominants « contre le terrorisme ». Enfin les arguments modérés favorisent un glissement dangereux en direction d'actions de « charité » qui ne peuvent contribuer à remettre en cause les logiques capitalistes à l'origine des désastres sociaux, substituées à la lutte pour le droit au développement, dont s'inspirent un nombre impressionnant d'ONG.

L'altermondialisme « modéré (celui des « bobos ») est fatalement incompris dans les pays du Sud, parce qu'il ne répond pas aux préoccupations de leurs classes populaires (la grande majorité de l'humanité, faut-il le rappeler ?). Un bel exemple de ce divorce est donné par le contraste qui oppose la montée en popularité du maoïsme en Chine et le discours extravagant, a-historique et faux, dominant en Europe et aux Etats Unis, dénonçant « l'odieux tyran » que Mao aurait été. On pourrait multiplier les exemples. La sur représentation des courants modérés au sein de nombreux Forums Sociaux, que la différence des moyens (entre autre financiers) explique sans difficulté constitue de ce fait un danger sérieux pour l'avenir des luttes populaires dont elle gêne la radicalisation nécessaire.

La critique des options modérées que j'ai proposée ici ne doit pas être lue comme une critique « sectaire ». Elle ne doit pas constituer un obstacle à la mobilisation unitaire contre le danger principal du moment. J'ai défini celui-ci par le déploiement du projet des classes dirigeantes de l'impérialisme collectif et plus particulièrement du leadership des Etats Unis dont la stratégie est centrée sur l'objectif du contrôle militaire de la Planète par les armées commandées par Washington, et, dans cette perspective la conduite de guerres préventives, dont la première (et non la dernière) frappe et vise le Moyen Orient. De ce fait le critère droite/gauche est aujourd'hui synonyme de pour/contre les interventions en question. Et dans ce cadre tous ceux qui, radicaux ou modérés, et quelque soient les arguments invoqués, s'opposent aux « guerres étatsuniennes », ont le devoir d'unir leurs efforts dans leur action commune.

On gardera sa confiance dans l'avenir si on pense que le développement des luttes peut produire, par les exigences de leurs logiques internes propres, leur radicalisation. Sans doute dans le moment actuel la prédominance des logiques d'organisation constitue-t-elle un obstacle majeur à cette radicalisation. Les systèmes électoraux des démocraties occidentales donnent une prime à cette prédominance, les partis ayant le souci premier de conserver leurs positions dans les systèmes de pouvoirs, au point que ces partis sont largement devenus des « partis d'élus » et non de « militants ». Mais la logique d'organisation ne concerne pas seulement les « grands partis », ou même les « grands mouvements organisés » comme les syndicats, elle limite tout autant les options des chapelles minuscules, des ONG, etc. pour lesquelles la capture du pouvoir au sein de l'organisation devient un objectif important dans la conduite des luttes. Mais, à travers la généralisation et la radicalisation des luttes, la logique des luttes, qui ne se préoccupe pas avant toute autre chose de renforcer la présence des mouvements dans le système des pouvoirs en place, peut graduellement l'emporter. Encore faut-il que les directions des mouvements en question sachent renoncer à la tentation de s'autoproclamer « avant garde », qu'il s'agisse des héritiers de la IIIe ou de la IVe Internationale, des anarchistes ou d'autres. C'est la raison pour laquelle je plaide en faveur de la construction d'une Ve Internationale s'inspirant de la Première – qui reconnaissait la pluralité des organisations, des idéologies et des visions de l'avenir – et non des Seconde, Troisième et Quatrième (ref., Samir Amin, *Vers la Ve Internationale*, Le Temps des Cerises, Paris 2006). Les déficits de démocratie reprochés à juste titre à la gauche du XXe siècle tiennent largement des options des Internationales en question.

Lectures complémentaires :

1-*Pas de démocratie authentique sans progrès social*, en cours de publication

2-*Mettre en déroute les Etats Unis, Israel et leurs alliés dans les pays de la ligne de front*

Document disponible en français, anglais, espagnol, arabe sur le site du FTM

Forumtiersmonde.net

Thirdworldforum.net